



Bienvenue dans la newsletter de DCAF dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Sensibilisation de la société civile à l'usage des médias et à la désinformation

DCAF a effectué une mission d'accompagnement dans le cadre du projet « Espace Civique » pour lequel il assure la coordination et la supervision des activités menées par des organisations de la société civile intervenant dans le domaine de la lutte contre la désinformation et la promotion de la cohésion sociale. Au cours de cette mission, DCAF a pris part à deux activités afin d'assurer leur cohérence avec les objectifs programmatiques. La première, organisée par le Centre d'Information et Formation en matière de Droit Humains en Afrique (CIFDHA), s'est tenue à Banfora du 11 au 13 février. Elle portait sur l'utilisation des médias et des réseaux sociaux pour la promotion des droits des femmes, des jeunes, des personnes vulnérables et des victimes de VBG et la promotion de l'égalité de genre. La deuxième activité, organisée par EduCommunik, s'est déroulée à Bobo-Dioulasso du 13 au 14 février. Elle visait à former les adhérents locaux des Wayiyan – un mouvement de jeunes militants soutenant le régime – à l'éducation aux médias. A ce titre, les participants ont été sensibilisés à la pensée critique, à la compréhension des notions et implications des fausses informations et discours de haine, ainsi qu'à l'utilisation des outils de vérification pour déconstruire les fausses informations.



Formations de formateurs sur l'utilisation de la mallette de l'inspecteur

L'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), en collaboration avec DCAF, a délivré deux formations de formateurs au profit de l'Inspection générale des Forces armées nationales (IGFAN) et de l'Inspection technique des services du ministère de la Sécurité (ITS/MSECU), les 18 et 25 février. Les formations ont réuni 20 inspecteurs et contrôleurs de l'IGFAN et 11 de l'ITS/MSECU, pour leur ont permis de s'approprier la mallette de l'inspecteur et son guide d'utilisation. La mallette, développée avec le soutien de DCAF, est un outil rassemblant les documents utiles à la bonne conduite d'inspections, incluant notamment les législations, les normes et les processus de préparation, conduite et rapportage d'audit. Les formateurs sont maintenant chargés de disséminer l'outil au sein de leur structure respective contribuant ainsi à la professionnalisation des inspections et donc une meilleure redevabilité du secteur de la sécurité.

MALI



Formation des relais de la CNDH de la région de Sikasso

Du 12 au 14 février, la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a organisé, en partenariat avec DCAF, une formation sur les techniques d'enquête et de rapportage des cas de violation de droits humains au profit des relais communautaires de la CNDH de la région de Sikasso. Cette activité a permis de renforcer les capacités des relais et des organisations de la société civile partenaires afin de leur permettre de contribuer activement à la mise en œuvre du mandat de la CNDH. Pour ce faire, les 25 relais communautaires parmi lesquels 13 sont des femmes ont notamment été formés à la collecte de donnée, la protection des victimes et des témoins et l'adaptation des entretiens aux besoins spécifiques des interlocuteurs. De plus, des thématiques particulièrement importantes dans la région, telles que les droits des personnes privées de liberté, les violences sexuelles liées au conflit et les droits humains sur et autour des sites d'orpillage, ont été abordées. Grâce à la formation, les relais ont une meilleure connaissance de leur rôle, des problématiques et des techniques de rapportage et de suivi des cas de violation de droits humains. Grâce à cela, ils pourront soutenir leur communauté dans la dénonciation des cas et les rapporter à la CNDH qui a la mission de promouvoir et préserver les droits humains et de conduire des enquêtes sur les cas de violation.



Élaboration d'un protocole de traitement des cas de discrimination, harcèlement et violence au sein de la Police Nationale

Après avoir soutenu la Police Nationale au cours du développement de son plan d'action genre, DCAF poursuit son accompagnement durant la mise en œuvre de ce plan. Dans ce cadre, la Direction générale de la Police Nationale, en collaboration avec DCAF, a organisé du 18 au 21 février un atelier pour élaborer un guide sur la réception et le traitement des cas de discrimination, harcèlement et violence, notamment basés sur le genre au sein de la police. Jusqu'à présent, bien que des règlements et textes législatifs existaient, ils n'étaient pas rassemblés et structurés en protocole dans un document unique et facilement utilisable par le personnel en charge du traitement des cas de discrimination et harcèlement. Un document de travail résumant les informations existantes a été élaboré avant la tenue de l'atelier. Ensuite, la vingtaine de personnes, dont huit femmes, issus de différentes directions de la Police Nationale participant à l'atelier ont développé et formalisé le mécanisme de traitement des cas afin d'établir un processus uniforme et régulé au sein de la police. Le guide finalisé au cours de l'atelier facilite et professionnalise le travail des personnes chargées de traiter les cas de harcèlement et discrimination afin d'assurer une prise en charge sérieuse et impartiale des dénonciations. Le document interne à la police permettra ainsi de mieux protéger les personnes et le personnel de l'institution.



Concertation de la jeunesse en prélude aux Assises Nationales du Niger

Le 14 février, DCAF a soutenu l'organisation d'une session d'échange entre 140 jeunes, dont 30 femmes, et dix représentants du Conseil National de la Jeunesse (CNJ). Le CNJ est l'une des structures représentatives des jeunes conviées par les autorités nigériennes aux assises nationales du 15 au 19 février. En fournissant un accompagnement méthodologique à la concertation, DCAF cherche à augmenter les chances d'inscrire les propositions des jeunes dans la synthèse des assises nationales. La rencontre a permis d'assurer la participation effective des jeunes, y compris les jeunes filles et les personnes en situation de handicap, pour augmenter la représentativité de la voix du CNJ durant les assises nationales. Les participants se sont accordés sur le besoin de faciliter l'accès aux crédits pour les jeunes entrepreneurs, de créer un centre de formation spécialisé pour les jeunes, de renforcer l'indépendance et l'impartialité de la justice et d'améliorer la transparence et l'audit des dépenses de l'État. Les représentants ont rapporté ces priorités lors des assises nationales dont la synthèse sera disponible dans les semaines à venir



Formation sur l'élaboration du rapport alternatif à l'EPU

L'Examen périodique universel (EPU) permet de faire le bilan d'un Etat en matière de droits humains. Dans le cadre de la rédaction de l'EPU du Niger, DCAF, en collaboration avec le ministère de la Justice et des Droits Humains et le Haut-Commissariat aux Droits Humains (HCDH) a formé 21 représentants, dont sept femmes, d'organisations de la société civile du 4 au 5 février. La formation a permis de renforcer l'implication de la société civile et des médias dans la rédaction de l'EPU et donc dans la protection des droits humains au Niger. De plus, le rassemblement d'acteurs étatiques, non-étatiques, nationaux et internationaux impliqués dans la défense des droits humains a permis de créer des synergies entre ces acteurs et ainsi renforcer la défense des droits humains au Niger. Les participants à la formation ont commencé à produire les rapports alternatifs qui informeront l'EPU suite à l'atelier.



Sensibilisation d'animateurs de radios communautaires à la promotion et protection des droits humains

En collaboration avec la Coordination Nationale des Radios Communautaires (CN-RACOM) et le Réseau des Journalismes pour les Droits Humains (RJDH), DCAF a organisé, du 28 février au 1er mars, une sensibilisation aux droits humains pour des animateurs de radios communautaires de la région de Maradi. Les 20 participants, dont trois sont des femmes, ont échangé sur les droits humains, le secteur de la justice, l'accès à l'information et l'éthique et la déontologie journalistique. Suite à la formation, les participants se sont engagés à réaliser deux émissions de sensibilisation aux droits humains. Parmi les thèmes retenus, des participants ont décidé de diffuser du contenu sensibilisant à la lutte contre les violences basées sur le genre alors que d'autres planifient une émission présentant les voies de recours en cas de violations des droits humains.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF 25 ANS

Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}

Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)